



## QUESTIONS PRIORITAIRES DE CONSTITUTIONNALITE

Loi ou ordonnance		Disposition	Version issue de	Norme constitutionnelle invoquée	Origine de la saisine	Réf. CE	Décision Conseil d'Etat	Réf. CC	Décision Cons. const.
19/12/1926	loi du 19/12/1926			Méconnaissance des principes du consentement à l'impôt et de nécessité de l'impôt (article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Incompétence négative du législateur dans la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt (article 34 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Egalité devant les charges publiques (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)	TA de Clermont-Ferrand	338723 338724 338725 338726			
28/07/1951	Convention de Genève	art. 1 F		Article 9 de la Déclaration des droits de l'homme (présomption d'innocence) et 4° alinéa du préambule de 1958 (droit d'asile)	CE (saisine directe)	312305			
25/07/1952	loi n° 52-893	art. 2		Article 9 de la Déclaration des droits de l'homme (présomption d'innocence) et 4° alinéa du préambule de 1958 (droit d'asile)	CE (saisine directe)	312305			
17/03/1954	loi n° 54-290			Article 9 de la Déclaration des droits de l'homme (présomption d'innocence) et 4° alinéa du préambule de 1958 (droit d'asile)	CE (saisine directe)	312305			
26/12/1959	loi n° 59-1454	art. 71		principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution)	CE (saisine directe)	336753	14-avr.-10 refus transmission (1°)		

10/07/1970	loi	n°	70-612	art. 13 à 19		Articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	TA de Montreuil	337898			
10/07/1970	loi	n°	70-612	art. 13 à 19		Articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	TA de Cergy-Pontoise	337913			
21/12/1979	loi	n°	79-1102	art. 3		Méconnaissance des principes du consentement à l'impôt et de nécessité de l'impôt (article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Incompétence négative du législateur dans la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt (article 34 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Egalité devant les charges publiques (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)	TA de Clermont-Ferrand	338723 338724 338725 338726			
03/08/1981	loi	n°	81-734	art. 26		principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution)	CE (saisine directe)	336753	14-avr.-10	transmission	2010-1 QPC
11/01/1984	loi	n°	84-16	art. 8 et 10		I. Principe d'indépendance des enseignants chercheurs et des universités II. Principe d'égalité	CE (saisine directe)	329056 329057			
26/01/1984	loi	n°	84-52	art. 55		I. Principe d'indépendance des enseignants chercheurs et des universités II. Principe d'égalité	CE (saisine directe)	329056 329057			
30/09/1986	loi	n°	86-1067	art. 42-4		Principe du respect des droits de la défense	CE (saisine directe)	338344			

24/01/1996	ordonnance n° 96-50	art. 18 III		Méconnaissance des principes du consentement à l'impôt et de nécessité de l'impôt (article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Incompétence négative du législateur dans la détermination de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement de l'impôt (article 34 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) - Egalité devant les charges publiques (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)	TA de Clermont-Ferrand	338723 338724 338725 338726				
05/07/2000	loi n° 2000-614	art. 9 et 9-1	loi 2007-297 et 2007-1787	Liberté d'aller et venir, principe d'égalité des citoyens devant la loi (article 1er de la DDHC et article 1er de la constitution du 4 octobre 1958)	CAA Versailles	337840				
30/12/2002	loi n° 2002-1576	art. 68		principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution)	CE (saisine directe)	336753	14-avr.-10	transmission	2010-1 QPC	
13/08/2004	loi n° 2004-809	art. 123		article 72-1, principe de libre administration des collectivités territoriales et principe de la souveraineté nationale tel qu'il résulte notamment de l'article 3 de la Constitution	CE (saisine directe)	306643				
11/02/2005	loi n° 2005-102	art. 2 II 2.		notamment à la séparation des pouvoirs et au droit à un recours juridictionnel effectif qui découle de l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	CE (saisine directe)	329290	2010/04/14	transmission	2010-2 QPC	
21/12/2006	loi n° 2006-1666	art. 100		principe d'égalité (article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution)	CE (saisine directe)	336753	14-avr.-10	transmission	2010-1 QPC	

04/08/2008	loi n° 2008-776	art. 164 IV		I. Atteinte aux droits de la défense, II. Atteinte au droit au recours et aux articles 8, 14, 16 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen	CAA Marseille	338028			
30/12/2008	loi n° 2008-1443	art. 103		I. Principe de séparation des pouvoirs et droit à un recours juridictionnel effectif (garantis par l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) II. Droit de la propriété (garanti par les articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) III. Principe d'égalité devant la justice	CE (saisine directe)	335487			
30/12/2008	loi n° 2008-1443	art. 103		I. Principe de séparation des pouvoirs et droit à un recours juridictionnel effectif (garantis par l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789) II. Droit de la propriété (garanti par les articles 2 et 17 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789)	CE (saisine directe)	335490			

30/12/2008	loi	n° 2008-1443	art. 137	IV		I. Droits et libertés garantis par le bloc de consitutionnalité : Principe de non-rétroactivité de la loi, séparation des pouvoirs, clarté, intelligibilité et accessibilité de la loi, liberté individuelle et respect de la vie privée et familiale, égalité, présomption d'innocence et respect des droits de la défense, II. Méconnaissance de l'article 55 de la Constitution, III. Irrégularité de la procédure législative	CE (saisine directe)	327174	23-avr.-10	transmission		
30/12/2008	loi	n° 2008-1443	art. 137			I. Atteinte à des situations légalement acquises et au principe de non-rétroactivité des lois, II. Atteinte au principe de confiance légitime, III. Rupture du principe d'égalité, IV. Non-respect de la procédure législative, V. Non-respect des droits de la défense et du droit au recours, VI. Non-respect des libertés individuelles	CE (saisine directe)	326444 326016 326445 326620 326656 326659				